



Fédération Autonome Départementale
de la Police Municipale Hérault - Gard

INFO 254

Rappel des mesures en vigueur au 1^{er} octobre 2008 pour renforcer la sécurité des usagers de la route

Les usagers de la route ont l'obligation de se munir d'un gilet de sécurité et d'un triangle de pré-signalisation avant le 1er octobre 2008 (demain) !

A partir de cette date, le non-respect de ces mesures sera passible :

- pour les cyclistes, d'une contravention de deuxième classe d'un montant de 35 € (22 € pour l'amende minorée) ; **Infraction prévue et réprimée par l'article R.431-1 du Code de la Route**
- pour les automobilistes, d'une contravention de quatrième classe (amende forfaitaire de 135 €, amende minorée de 90€). **Infraction prévue et réprimée par l'article R.416-19 du Code de la Route..**

Rappel des mesures en vigueur au 1er octobre 2008 pour renforcer la sécurité des usagers de la route.

Dans le prolongement de la campagne de sensibilisation lancée en juin dernier qui a marqué les esprits, Jean-Louis Borloo, ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des Transports, et Michèle Merli, déléguée interministérielle à la Sécurité routière, rappellent aux usagers de la route l'obligation de se munir d'un gilet de sécurité et d'un triangle de pré-signalisation avant le 1er octobre 2008.

Pour améliorer la sécurité des usagers vulnérables, deux mesures ont été décidées lors du Comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 13 février 2008.

- **les cyclistes** (conducteur et passager), doivent revêtir un gilet de sécurité pour circuler hors agglomération de nuit, ou de jour lorsque la visibilité est insuffisante, à compter du 1er octobre 2008.
- **les conducteurs de véhicules** carrossés doivent s'équiper d'un gilet de sécurité et d'un triangle de pré-signalisation avant le 1er octobre 2008.

Afin d'inciter les Français à s'équiper sans attendre, une grande campagne de communication a été lancée dès juin 2008, associant de façon humoristique l'image prestigieuse de Karl Lagerfeld à l'image utilitaire du gilet et du triangle.

« Je rappelle la nécessité pour chaque automobiliste, et pour chaque cycliste circulant hors agglomération par mauvaises conditions de visibilité ou de nuit, de s'équiper avant le 1er octobre 2008. Cette démarche poursuit un objectif primordial : épargner des vies sur les routes », souligne Jean-Louis Borloo.



FÉDÉRATION AUTONOME DÉPARTEMENTALE DE LA POLICE MUNICIPALE

B.P. 34 - 34401 LUNEL Cedex - ☎/fax : 04.67.64.51.92

E-mail : fadpm3430@neuf.fr - Site Internet : <http://www.policemunicipale.org>

Adhérente à la FA-FPT - Affiliée à la FGAF

Dès le 1er octobre, le non-respect de ces mesures sera passible :

- ▶ pour les cyclistes, d'une contravention de deuxième classe d'un montant de 35 € (22 € pour l'amende minorée) ;
- ▶ pour les automobilistes, d'une contravention de quatrième classe (amende forfaitaire de 135 €, amende minorée de 90€).

Le gilet et le triangle doivent être conformes à la réglementation en vigueur (marquage Communauté européenne « CE » pour le gilet et « E 27 R » pour le triangle).



Le gilet de sécurité et le triangle de pré-signalisation : mode d'emploi

Le gilet de sécurité doit être porté par le conducteur d'un véhicule carrossé avant d'en sortir, de nuit comme de jour, quelles que soient les conditions de visibilité, à la suite d'un arrêt d'urgence. Le gilet doit être facilement accessible (dans la boîte à gants, sous le siège, etc.).

Les cyclistes doivent toujours avoir leur gilet de sécurité à portée de main afin de s'en revêtir dès que les circonstances l'exigent (de nuit ou par faible visibilité, hors agglomération).

Le triangle de pré-signalisation doit se trouver à bord du véhicule. Après avoir revêtu un gilet de sécurité, le conducteur doit placer le triangle sur la chaussée à une distance de 30 mètres au moins de son véhicule ou de l'obstacle à signaler.

S'il est immobilisé en sortie d'un virage, le triangle doit être installé en amont de l'entrée de ce virage. L'allumage des feux de détresse reste obligatoire, lorsque le véhicule en est équipé.

Le gilet de sécurité et le triangle de pré-signalisation n'écartent pas tous les dangers. Chacun doit se conformer aux consignes de sécurité propres à certaines situations. Par exemple, sur autoroute, il est impératif que tous les occupants du véhicule sortent coté passager et se placent immédiatement de l'autre côté de la glissière de sécurité.

Attention : l'obligation du gilet de sécurité ne s'applique pas aux conducteurs de véhicules à deux ou trois roues et quadricycles à moteur non carrossés, ni aux conducteurs de véhicules d'intérêt général prioritaires faisant usage de leurs avertisseurs spéciaux, dès lors que les conducteurs de ces derniers disposent d'une tenue de haute visibilité conforme aux dispositions du code du travail relatives aux équipements de protection individuelle (article R.416-19 du Code de la Route).

Ndlr : Les adeptes des éditions « La Baule » doivent faire attention, une erreur s'est glissée dans les dernières mises à jours. Il est précisé que l'infraction concernant le gilet est prévue par l'article R.416-9 alors qu'elle est prévue par l'article R.416-19 du Code de la Route (suite modification par une erreur matérielle au Journal Officiel. Mais cette erreur n'aura pas échappée à la vigilance de notre veille juridique.

Le Taser ... la presse en parle encore ...

Taser Ce pistolet n'électrise pas les policiers municipaux

LES FAITS

→ Dans la région de Montpellier, la possibilité d'utiliser cette arme à impulsion laisse songeur

Un décret autorisant l'emploi du pistolet électrique (le fameux taser américain) au sein des polices municipales était-il nécessaire ? À brûle-pourpoint, il serait facile de répondre par l'affirmative. Sauf que... Car, à écouter les intéressés, la réponse est moins évidente qu'il y paraît. « Ce n'est vraiment pas une priorité. Nous avons déjà suffisamment d'armes à notre disposition pour remplir nos missions, tels le tonfa, le flash-ball (ndlr : respectivement bâton de défense et pistolet projetant des boules en caoutchouc), le gaz lacrymogène », estime Jean-Michel Weiss, policier municipal à La Grande-Motte et secrétaire national au sein de la Fédération autonome de la fonction publique territoriale (Fafpt).

Fédération dont le point de vue est identique : « Le taser X 26, non réclamé par la Fafpt, ne doit, en aucun cas, venir se substituer aux armes actuelles. »

Même son de cloche du côté de Mauguio, où Christian Manenc, le chef des municipaux de la commune, le dit sans s'embarrasser : « Je n'en



Utilisé par la police nationale et la gendarmerie, le taser ne fait pas recette chez les municipaux. Michel PIEYRE

« Imaginez que la personne tombe tête la première sur un coin de trottoir et reste sur le carreau »

vois pas l'utilité ! »

Voilà de quoi apaiser l'inquiétude de certains policiers nationaux. À l'image de l'Unsa-police, qui se dit néanmoins « favorable au développement de ce type d'armes intermédiaires ». Mais nuance tout même son propos quant à leur emploi. « Nous ne sommes pas très favorables à une dotation des polices municipales », explique Bruno Barto-

cetti, le responsable héraltais de l'Unsa-police, pour lequel, avoir un taser à la ceinture, nécessite avant tout « une formation, un suivi et des gens solides psychologiquement ». D'ailleurs, à ce jour, dans le département et hors gendarmerie, seules les brigades anticriminalité sont dotées de ce pistolet à impulsion appelé aussi *stun gun* ou choqueur. Une arme vantée comme étant non-létale (mortelle) par son fabricant et employée dans soixante-cinq pays (3 800 exemplaires environ en service à travers l'Hexagone). Il n'empêche... « Nous, nous sommes contre ! », lance, tout de go, Georges Elnecave, le "patron" des municipaux

montpelliérains. Pourquoi ? « Ce n'est pas une arme totalement non-létale. En plus, elle nécessite une formation dans un cadre juridique bien précis, ce que ne dit pas le décret. En plus, c'est un produit américain, un pays où circulent énormément d'armes », poursuit-il. Avec, en corollaire, une gestion du risque - même sur un banal contrôle - bien différente de l'Europe. Et qui provoque, parfois, des accidents, voire des bavures. Preuves : ces « 267 décès qui seraient survenus aux États-Unis et au Canada » au cours des sept dernières années, estime Amnesty international.

« Et puis, personne ne par-

le de la chute de l'individu lorsqu'il reçoit la décharge », estime Georges Elnecave. Et le policier de préciser son propos plus avant : « Imaginez que la personne tombe alors, tête la première sur un coin de trottoir, une marche et reste sur le carreau. »

L'homme confiant en toute honnêteté cette évidence qui touche pourtant d'autres professions : « Quand on dote un policier municipal d'un taser, on lui donne aussi le sentiment d'être important, comme un policier national. Mais nous n'avons pas les mêmes moyens ni les mêmes émoluments. » Une réflexion pleine de bon sens. ●

J.-F. CODOMIÉ

INFO 256

Remise des diplômes aux premiers Moniteurs en Maniement des Armes (MMA)

C'est demain après midi que le CNFPT remettra lors d'une réception les diplômes aux premiers Moniteurs en Maniement des Armes.

Cette manifestation est organisée par le CNFPT. La présence de Mme la Ministre de l'Intérieur est annoncée (??).

La **FA-FPT** sera bien représentée, car outre ses nombreux adhérents policiers municipaux, moniteurs en maniement des armes, Patrick CARBALLO et Jean Michel WEISS seront présents en qualité de membres de la Commission Consultative des Polices Municipales, mais également Antoine BREINING, Président Fédéral de la **FA-FPT** sans oublier le Vice-Président du CNFPT : Jean-Charles GLATIGNY (membre du bureau de la **FA-FPT**).

INFO 257

La menace de la suppression de 175 brigades territoriales refait surface

La menace de fermeture de brigades de gendarmerie, un sujet sensible parmi les élus, a refait surface avec la révélation d'une note d'un conseiller du Premier ministre faisant état de coupes claires.

La direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) propose de supprimer 15 escadrons de gendarmes mobiles (GM, soit plus de 1.000 hommes) sur 125 au total et de fermer "en trois ans" 175 brigades territoriales sur 1.700 dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), selon une note en date du 25 juillet 2008 signée de Stéphane Bouillon, alors conseiller du Premier ministre pour les affaires intérieures, et adressée à François Fillon.

Coupe du ministère de l'Intérieur au 1er janvier 2009

Parvenue le 30 septembre 2008 à l'AFP par l'intermédiaire de gendarmes, elle suscite depuis quelques jours "des inquiétudes" parmi ces militaires et les élus concernés.

Sa divulgation survient au mauvais moment pour le gouvernement. Les gendarmes doivent passer de la coupe du ministère de la Défense à celle de l'Intérieur au 1er janvier 2009. Outre les gendarmeries, les élus ont déjà manifesté contre la fermeture de tribunaux d'instance, de bureaux de poste ou d'hôpitaux.

Confirmation de la suppression de quelques 3.000 postes de gendarmes

Dans sa note, Stéphane Bouillon souligne à propos des fermetures de brigades territoriales que 450 sont "possibles".

Stéphane Bouillon, aujourd'hui préfet de Corse, fait état également des "propositions officieuses" du ministère de l'Intérieur prévoyant la suppression de 7 escadrons de GM (plus de 500 hommes) qui surveillent actuellement les centres de rétention administrative et la fermeture de 16 brigades. A l'Intérieur, on a affirmé le 30 septembre 2008 que "rien n'était décidé" et que le contenu de la note "n'engageait que son auteur". Néanmoins, on a confirmé la suppression de quelques 3.000 postes gendarmes "dans les années à venir", économie de la RGPP oblige, pour laquelle la DGGN doit "soumettre ses propositions". "Aucune (proposition) n'est arrêtée", a ajouté l'Intérieur pour qui "le maillage territorial" des gendarmes sera "assuré au maximum".

Restructuration d'écoles de la gendarmerie

La note évoque en outre la "restructuration" des huit écoles de la gendarmerie, réparties en province, également dans le cadre de la RGPP. Stéphane Bouillon préconise ainsi de fermer les écoles de Montargis (Loiret) en 2009, puis celles de Chaumont (Haute-Marne), Châtellerault (Vienne), Le Mans (Sarthe) et Châteaulin (Finistère) à l'horizon 2012 avec deux ouvertures et le maintien des écoles situées actuellement à Montluçon (Allier) et Tulle (Corrèze).

Selon une source proche du dossier, cette note a "fuité" lors d'une récente réunion des élus de Châteaulin. L'Inspection générale de l'administration (**IGA**) a été "chargée d'une enquête" pour en

rechercher les responsables, a-t-on ajouté de même source.

Selon l'Intérieur, les élus de Châteaulin ont, par ailleurs, été "rassurés" sur le maintien de l'école dans leur commune.

"Informations dépassées" selon Matignon

De son côté, le directeur de Cabinet du Premier ministre réagissait, dans la soirée du 30 septembre, dans un communiqué, en affirmant que "la note de réflexion du 25 juillet dernier" est "interne au cabinet" et "ne contient que des pistes de travail et des informations dépassées". "L'application des mesures résultant de la révision générale des politiques publiques (RGPP) pour la gendarmerie fera l'objet d'arbitrages dans le cadre de la préparation de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPSI) d'ici la fin de l'année", ajoute-t-il.

Source : La Gazette des Communes



FAFPT
Autonomie et Libre